



Dossier de demande d'examen au cas par cas

Article R. 122-3 du code de l'environnement

Annexe 3 :

Arrêté préfectoral N° 2002-2249



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DU CANTAL

Bureau de l'environnement

N° 2002- 2 2 4 9

ARRÊTÉ

autorisant la réalisation d'un ouvrage de franchissement du ruisseau de Brégoux de Laï Lou Riou (communes de PERS et du ROUGET) en vue de l'aménagement des RD 61 et 132.

Le Préfet du Cantal, Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre national du mérite,

- **VU** le code de l'environnement, notamment le livre II, titre I^{er}, livre IV, titre III,
- **VU** le décret n° 62-1448 du 24 novembre 1962 relatif à l'exercice de la police des eaux,
- **VU** le décret 93-742 du 29 mars 1993 modifié fixant les procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article L214-3 du code de l'environnement,
- **VU** le décret 93-743 du 29 mars 1993 modifié fixant la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application de l'article L214-3 du code de l'environnement,
- **VU** la demande en date du 16 juillet 2002 par le président du Conseil Général du Cantal,
- **VU** le dossier de l'enquête publique ouverte par arrêté préfectoral n°2002-1431 du 12 août 2002 et l'avis du commissaire enquêteur du 27 septembre 2002,
- **VU** l'avis du directeur départemental de l'agriculture (Mission InterServices Eau et eNvironnement) du 25 novembre 2002,
- **VU** l'avis du conseil départemental d'hygiène du 25 novembre 2002,
- **SUR proposition** du secrétaire général de la préfecture,

Arrête :

ARTICLE 1 - Le président du Conseil Général du Cantal est autorisé à réaliser l'ouvrage de franchissement du ruisseau de Brégoux au lieu-dit De Laï Lou Riou sur le territoire des communes de Pers et le Rouget conformément au projet présenté à l'enquête et aux prescriptions du présent arrêté.

ARTICLE 2 - L'autorisation est accordée aux conditions suivantes :

- les travaux devront être exécutés conformément au projet présenté à l'enquête publique et notamment concernant les caractéristiques dimensionnelles des ouvrages et la mise en oeuvre de dispositifs permettant la circulation du poisson,
- lors du chantier, les travaux ne devront pas altérer la qualité des eaux et ne pas apporter un trouble préjudiciable à la salubrité publique et à la santé des animaux ou à la vie du poisson.

En particulier, les prescriptions suivantes seront mises en oeuvre :

- la circulation des engins dans l'eau est interdite,
 - les talus seront enherbés artificiellement sur une hauteur minimale de 2 m,
 - les eaux de chantier seront décantées avant rejet au milieu naturel.
- une opération de sauvetage du poisson sera réalisée à la charge du permissionnaire et conformément à la réglementation avant la mise à sec de la zone des travaux.

ARTICLE 3 - Les travaux seront exécutés sous le contrôle du service chargé de la police des eaux. À cet effet, le permissionnaire est tenu d'avertir le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt (Mission InterServices Eau et eNvironnement) du jour prévu pour le commencement des travaux ainsi que de leur achèvement. Les travaux étant réalisés en plusieurs phases devront être

terminés dans le délai de six mois à compter de la date de commencement de chacune de ces phases et les plans cotés des ouvrages exécutés seront remis au service chargé de la police des eaux.

À l'expiration du délai fixé ci-dessus, il sera procédé au récolement des travaux par un agent du service chargé de la police des eaux, aux frais du permissionnaire et en présence des parties intéressées dûment convoquées.

ARTICLE 4 - Si les travaux ne sont pas exécutés conformément aux dispositions prescrites dans le délai fixé ou dans un nouveau délai consenti à cet effet, la déchéance du permissionnaire pourra être prononcée. L'administration pourra alors faire prendre toutes mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions en matière de police des eaux, de la pêche ou de grande voirie. Il en sera de même dans le cas où le permissionnaire viendrait à changer l'état des lieux fixé par le présent arrêté sans y être préalablement autorisé.

ARTICLE 5 - Si les travaux ont été exécutés conformément au présent arrêté, un procès-verbal de récolement sera dressé par le service chargé de la police des eaux.

ARTICLE 6 - Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 7 - Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt (Mission InterServices Eau et eNvironnement) et le président du Conseil Général du Cantal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée au président de la fédération du Cantal pour la pêche et la protection du milieu aquatique.

ARTICLE 8 : Le présent arrêté sera inséré au Recueil des actes administratifs de la préfecture du CANTAL. Un avis informant le public de la délivrance de l'autorisation de réaliser les travaux projetés sera publié, par les soins du Préfet du CANTAL et aux frais du Département du CANTAL, dans les journaux LA MONTAGNE et L'UNION AGRICOLE du CANTAL.

Pour ampliation
Le Chef de Bureau délégué


Christian PICHON



Fait à Aurillac, le 27 DEC. 2002

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation
le Secrétaire Général

Etienne STOCK

Délai et voie de recours (articles L214-10 et 514-6 du code de l'environnement) : La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où ledit arrêté a été notifié,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leur groupement, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin de la période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.